

L'hon. M. Earl Rowe (chef intérimaire de l'opposition): Monsieur l'Orateur, qu'il me soit permis de féliciter l'honorable représentant de Rimouski (M. Légaré) et l'honorable représentant de Springfield (M. Weselak), qui viennent de proposer et d'appuyer l'adoption de l'Adresse en réponse au discours du trône. Ils ont parlé assez brièvement, mais, en dépit de leur éloquence, ce qu'ils ont dit n'a guère dissipé la confusion et l'incertitude où semble plongé le peuple canadien quant à l'attitude de notre pays aux Nations Unies et à notre contribution au Proche-Orient.

Je sais que nos concitoyens et les honorables députés ici présents, surtout ceux qui font partie de la loyale opposition de sa Majesté, ont eu, la fin de semaine dernière, deux sujets de stupéfaction. Je songe d'abord à l'attitude étrange des États-Unis d'Amérique aux Nations Unies. En dépit de l'attitude assez vigoureuse prise par les représentants du Canada la semaine précédente, il y eut, samedi soir, un silence presque embarrassant au sujet de la question dont étaient alors saisies les Nations Unies.

Comme le disait l'honorable député de Springfield (M. Weselak), on a déjà évacué du Moyen-Orient une certaine partie des troupes franco-britanniques, mais j'avais eu l'impression qu'au moment où est intervenu le cessez-le-feu on était convenu,—et c'était même une condition absolument indispensable de cet accord,—que le retrait des troupes franco-britanniques n'aurait pas lieu avant la constitution, au Moyen-Orient, d'une police vraiment efficace. On leur demande pourtant de se retirer sur-le-champ. Comme le disait l'honorable Solon Low... (*Exclamations*), l'honorable Selwyn Lloyd, plutôt,—je confonds les grands noms,—il se peut que "sur-le-champ" n'ait pas voulu dire sur-le-champ.

Sans doute la situation est-elle d'une exceptionnelle gravité. Il y a eu une grande évolution des événements depuis quelques années. Jusqu'ici la sécurité était plus ou moins fonction de la solidité des alliances. Depuis longtemps, de notre point de vue, l'alliance la plus intime a été celle qui unissait la Grande-Bretagne au Commonwealth. Cette unité, plus ou moins reconnue, mais que ne sanctionnait aucun texte, a souvent, je pense, évité des troubles. Des alliances comme celles-là se fondaient sur la confiance mutuelle. Elles ne portaient que sur des buts bien déterminés dont la poursuite n'engendrait aucune méfiance entre les parties en cause. Il aurait jadis été inconcevable d'entendre un allié reprocher publiquement à un autre les mesures prises par lui pour défendre sa propre sécurité. En fait, il eût été sans précédent qu'un premier ministre du Canada ou un ministre du cabinet du Canada réprouve

[M. Weselak.]

publiquement une décision britannique dont, dans le cas qui nous occupe, le bien-fondé est maintenant établi et qui équivaut peut-être réellement à avoir sauvé, pour le moment, le Moyen-Orient.

Le très honorable M. Eden, premier ministre de Grande-Bretagne, a déclaré que l'invasion franco-britannique de l'Égypte a contrecarré un complot communiste au Moyen-Orient, complot qui aurait entraîné "la perte d'un nombre incalculable de vies humaines et encore plus de malheurs qu'on ne peut imaginer". L'histoire des quelques dernières années nous donne encore plus raison de croire le premier ministre de Grande-Bretagne que le président Nasser de l'Égypte.

Il va de soi que nous sommes maintenant engagés envers l'Organisation des Nations Unies et dans ses vastes régions d'opération. Il y a de graves divergences d'opinion au sein de l'Organisation, mais tous ceux qui tâchent et luttent sincèrement pour la paix mondiale espèrent de tout cœur que les grandes aspirations de cet organisme ne seront pas sacrifiées dans l'abandon des principes fondamentaux qui l'ont suscitée. Le plus important de ces principes, c'est de prévenir l'agression et de préserver la paix par une action collective. La présente Organisation des Nations Unies semble parfois être unie de nom seulement.

Les événements de Pologne et de Hongrie nous permettent de croire que les Soviets vont maintenir leur énorme empire par la force. L'abandon du stalinisme, dont nous avons tellement entendu parler depuis quelque temps, n'était qu'une farce, qu'une supercherie. La Russie est revenue au régime de Staline. Important membre des Nations Unies, elle ne manque jamais de mettre son veto à tout projet qui pourrait gêner ses machinations.

C'est à se demander ce que les États-Unis et le Canada accomplissent aux Nations Unies en vue de nous permettre de maintenir notre sécurité contre l'agression. Reconnaissons ici que ce problème est général. L'autre jour, quand notre premier ministre (M. St-Laurent) et notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) ont désavoué le premier ministre anglais, je me suis demandé vers quel état de choses nous nous acheminerons si l'organisation que nous prions d'intervenir n'intervient pas et si quelque pays, la France ou la Grande-Bretagne par exemple, prend des dispositions pour protéger un secteur vital de notre économie, une zone importante de la région sur laquelle porte le différend, et est désavoué par ses amis les plus intimes. Si les choses en viennent là, toute mesure sera bientôt interdite, sauf celles que pourront prendre les dictateurs des régimes ennemis.